Comprendre, juger

Marek Beylin

▶ **To cite this version:**

Marek Beylin. Comprendre, juger. Cahiers du CEFRES, 2001, Mémoires du communisme en Europe centrale, 26, pp.71-80. halshs-01161891

HAL Id: halshs-01161891
https://shs.hal.science/halshs-01161891

Submitted on 9 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES
N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale
Georges Mink (Dir.)
Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer, Antoine Marès (Ed.)

Marek BEYLIN
Comprendre, juger

Référence électronique / electronic reference :
Marek Beylin, « Comprendre, juger », Cahiers du CEFRES. N° 26, Mémoires du communisme en Europe centrale (ed. Marie-Claire Lavabre, Françoise Mayer, Antoine Marès).
Mis en ligne en / published on : avril 2010 / april 2010
URL : http://www.cefres.cz/pdf/c26f/beylin_2001_comprendre_juger.pdf
Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE
http://www.cefres.cz

Ce document a été généré par l'éditeur.
© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

Comprendre, juger

Marek Beylin (Ecole nationale d'administration, Varsovie)

Cette rencontre – la troisième que notre groupe consacre à la thématique de la mémoire – met à jour une autre perspective ; son titre révèle deux attitudes possibles à l'égard du passé communiste : comprendre et juger. Je voudrais compléter ces deux approches par un élément non moins prégnant : utiliser.

J'ai publié il y a un certain temps un texte intitulé « L'autre côté de la mémoire », sur les façons de régler « ses comptes » avec le stalinisme en Pologne. J'ai articulé ce texte autour d'une histoire qui débute en plein stalinisme, dans les années 50, la cour militaire ayant alors condamné à mort Emil Fieldorf « Nil », héros de la résistance anti-nazie et général de l'A.K. (l'armée clandestine polonaise, qui faisait partie des structures de l'État souterrain dirigé par le gouvernement en exil de Londres). Le général fut exécuté. Cinquante ans après, l'histoire se poursuit ; conformément à la loi sur la non-prescriptibilité des crimes staliniens, le procureur entamait l'instruction contre les responsables de la mort de Fieldorf. Mais la majorité des gens responsables à l'époque de l'instruction, du jugement et de l'exécution étaient déjà morts. En 1995, on a cependant identifié un des juges qui avaient prononcé la sentence. L'instruction a été préparée, mais le procès n'a pas eu lieu à cause de la mort de l'accusé. Le silence a alors régné pendant trois ans, jusqu'au jour où une autre personne impliquée dans l'affaire Fieldorf a été identifiée. C'était un procureur qui avait signé le mandat d'arrêt du général puis n'avait plus eu de responsabilités dans cette affaire. Or, il s'est trouvé par hasard que ce procureur était la femme d'un économiste connu en Pologne pour son engagement stalinien puis, à partir des années 50, pour ses activités « révisionnistes » dirigées contre la politique du parti communiste. Dans les années 60, à cause de ses analyses critiques à l'égard de l'économie « socialiste » et de ses travaux théoriques, il était devenu un économiste reconnu à l'Ouest, puis, en 1968, la « bête noire » de la propagande anti-révisionniste et antisémite du régime ; au début des années 70, lui et sa femme étaient partis en Angleterre, où il avait obtenu un poste de professeur d'économie. Ils y habitent toujours. Le procureur dirigeant l'instruction contre les coupables de la mort de Fieldorf, voulant interroger le nouveau suspect, l'a accusée de crime stalinien et a demandé aux instances britanniques son extradition. Quand j'écris ce texte l'histoire n'est pas finie ; la cour britannique doit se prononcer sur la demande polonaise. Mais dès le moment où l'implication de la femme d'une personnalité connue dans l'affaire Fieldorf est apparue, une partie des médias s'est engagée, en décrivant l'accusée comme une grande criminelle et en désignant l'ancien milieu révisionniste de son mari comme complice des crimes staliniens.

J'écrivais alors que cette accusation, qui se réfère à la notion de crime stalinien, ne reflète pas le principe du droit selon lequel on démontre la culpabilité individuelle, mais qu'elle résulte d'une tendance à régler des comptes généralisés avec le passé. En conséquence, le procureur accusé devient coupable et de ses propres actes et des activités des autres responsables du stalinisme. Les réactions ont été passionnées. La critique allait dans deux sens : je défendrais les criminels staliniens et je m'opposerais aux comptes avec le passé stalinien. Ces derniers reproches appellent une réflexion : comment approche-t-on aujourd'hui le stalinisme en Pologne ? Quelles sont les fonctions de nos règlements de comptes avec cette époque ? Il faut ajouter qu'ils se déroulent dans des conditions particulières, cinquante ans après. L'atmosphère « chaude » n'étonne donc pas ; d'autant moins que le libre débat sur le communisme (et le stalinisme en particulier) n'est possible que depuis 1989. Avant cette date, quelques publications des témoignages des victimes étaient censurées et réglementées ; le

pouvoir communiste ne voulait pas que le stalinisme soit présenté comme un problème brûlant. C'est seulement dans la nouvelle Pologne que les victimes ont eu le droit d'exprimer publiquement leurs souffrances d'antan. En conséquence, depuis quelques années, on observe une explosion de tels témoignages et le retour d'intérêt pour le stalinisme. Mais cette mémoire des victimes ne constitue qu'une forme de présence du stalinisme dans les débats actuels. L'image de cette époque est nourrie par plusieurs éléments.

Premièrement, apparaissent des idéologies pour lesquelles le passé communiste devient un véhicule des messages construits par rapport aux conflits contemporains.

Deuxièmement, l'ancien régime censurait non seulement la mémoire des victimes mais aussi celle des staliniens : ceux qui ont évolué vers des positions opposées au pouvoir, ont eu peu de possibilités de débattre de leurs engagements antérieurs. Ils étaient condamnés, comme toute la société, à faire les comptes d'une façon métaphorique, par exemple par l'intermédiaire de la fiction littéraire ou par le biais des analyses critiques du marxisme et de réflexions philosophiques ou historiques. Leurs comptes biographiques ont donc été indirects ; ce manque de récits personnalisés pèse sur les discussions d'aujourd'hui.

Troisièmement, il existe une forte tendance à créer une norme de la mémoire nationale portant sur l'époque du communisme (le stalinisme inclus).

J'énumère tous ces facteurs pour montrer la complexité du problème. Mais je traiterai ici surtout des idéologies qui font usage du stalinisme comme d'un véhicule de leurs propres messages, idéologies qui transforment le stalinisme « historique », ensemble de phénomènes réels dans le temps concret, en stalinismes « imaginaires » qui construisent néanmoins une image du passé acceptée comme vraie. Cette superposition résulte de l'attrait de ces idéologies qui formulent d'une façon efficace les problèmes actuels. Du coup, les stalinismes « imaginaires » concurrencent les interprétations du stalinisme « historique » sur la scène publique. Quelles sont ces idéologies ?

1. Premièrement, celle du « patriotisme » exclusif. Prenons-en un exemple. Un journaliste connu, enseignant, à un certain moment conseiller du Premier ministre, a exprimé l'opinion suivante sur les comportements des intellectuels à l'époque stalinienne : « Si l'on admet que c'était un patriotisme raisonnable – et non la peur ou la trahison – qui menait les élites vers la collaboration – il faut admettre aussi qu'après 1949, la nature du système était manifeste. Il fallait donc aller dans les maquis. Or, en réalité, le modèle de la collaboration limitée était remplacée par un modèle de collaboration moins limitée. » Dans cette construction, le stalinisme est d'un côté un atroce système de terreur et de l'autre un espace de choix identique à celui des années 80. Ce transfert des conditions politiques et sociales dans le passé stalinien introduit une alternative ahistorique : patriotisme ou collaboration. Ce qui permet de formuler la thèse suivante : les élites intellectuelles ont effacé de leurs pensées le problème de l'indépendance nationale tandis que la nation l'a conservé dans sa mémoire. On est en présence de la construction d'une sociogenèse qui peut-être poursuivie jusqu'à nos jours. Ainsi, dans les versions développées, ce défaut primaire des élites – un manque d'intérêt pour l'indépendance nationale – constitue un héritage de certains milieux d'opposition (comme le KOR – Comité de Défense des Ouvriers, fondé en 1976 et aujourd'hui accusé de collaboration par l'extrême-droite, y compris par ceux qui, à l'époque, adoptaient les positions du régime). Pour les autres, cet héritage peut s'exprimer, par exemple, par l'analyse critique des traditions patriotiques polonaises considérée comme extérieure à l'esprit national et liée à la propagande de l'oppresseur soviétique. De là, un court chemin mène aux cercles contemporains. Le cas extrême est l'apparition, par le biais de telle image du stalinisme, des idéologies antisémites et raciales. Par exemple dans un journal lié à *Radio Maryja* (station dirigée par le prêtre Tadeusz Rydzyk, qui tourne vers le fondamentalisme religieux et

politique et reproche au primat Glemp de menacer l'Église par ses propos trop libéraux), certains textes partent de l'idée que le stalinisme a été introduit en Pologne par les Juifs, toujours étrangers à la nation, pour ensuite élargir ce critère racial aux élites politiques et intellectuelles dont les participants – ou leurs descendants – étaient à l'époque les partisans du système.

Dans toutes ces conceptions du passé le stalinisme devient un élément constitutif de la sociogenèse des élites de l'intelligentsia libérale. Son absence de patriotisme peut être prouvé par la continuité qui lie discours critique sur les traditions et propagande stalinienne en provenance de Moscou.

2. Autre exemple : une personnalité importante, vice-président de la Diète après les élections de 1989, ancien combattant de la Résistance, déporté en Sibérie, puis militant de Solidarité, écrit : « Les purges faites dans l'administration publique par le pouvoir actuel sont comparables aux purges staliniennes (...) Elles se répètent aujourd'hui. » C'est le cas d'une tendance répandue qu'on peut concevoir comme idéologie de la citoyenneté exclusive. Le mécanisme de la construction est semblable à celui de l'exemple précédent. Le stalinisme devient le vecteur d'une critique de l'actualité et l'instrument de délégitimisation de l'adversaire. Dans cette perspective, le stalinisme invoqué comme prétexte cède à la banalisation. Perdant ses traits particuliers historiques, il s'approprie les défauts de la démocratie contemporaine. En conséquence, ce n'est pas elle qui devient plus « stalinienne », c'est lui qui devient plus « libéral » et « démocratique ».

3. La troisième formule du stalinisme « imaginaire » est portée par un certain type d'idéologie de la modernisation. Elle n'apparaît pas souvent sous sa forme modèle ; néanmoins on peut en suivre les traces, surtout dans les discours qui inscrivent le communisme dans l'histoire de la modernisation polonaise pour aboutir à un constat de la dette de la nouvelle république polonaise à l'égard de l'ancien régime. Dans cette version, le bilan du communisme ne peut pas être centré sur les crimes et l'oppression ; on prend en considération aussi ses effets positifs : la révolution sociale, le développement industriel, la « rationalisation » des frontières d'État etc., qui ont eu lieu - cela n'est pas dit explicitement - à l'époque stalinienne. C'est le cas de plusieurs textes publiés par exemple dans *Trybuna*, le journal du parti social-démocrate.

4. Quatrième idéologie : c'est l'oubli comme idée régulatrice du présent. Dans ce cas, on propose souvent de clore les comptes avec le stalinisme sous prétexte qu'une époque si lointaine ne doit pas peser sur les consciences contemporaines. Cette thèse est souvent enrichie d'un argument : nous ne disposons pas d'instrument cognitif capable de rendre toutes les particularités et la complexité de cette époque. Par suite, ou on privilégie l'avenir compris comme « l'essuyeur » du passé ou on se concentre sur un autre passé – souvent sur celui des dernières années de l'ancien régime, qui, grâce à cette opération, se transforme en souvenir nostalgique coupé d'une continuité historique déplaisante.

5. La cinquième idéologie consiste à approcher le stalinisme uniquement comme objet de savoir sans importance morale ou, en général, autre que scientifique. Mais cette constatation ne se réduit pas à la direction des recherches. Le stalinisme y est conçu comme une réalité qui n'a pas laissé de traces contribuant aux pratiques sociales d'aujourd'hui. En conséquence, le passé stalinien n'appartient plus entièrement à une histoire nationale en mouvement. Il en est exclu.

6. Sixième idéologie : elle consiste en une approche radicalement anti-idéologiste. Dans cette version, le stalinisme est un complexe de problèmes moraux, de responsabilités individuelles et collectives, de conflits de valeurs, de modes de participation et de refus. Il est aussi une époque de crimes et d'atrocités. Et il doit être continuellement débattu comme tel. Mais dans son expression radicale cette construction transforme le stalinisme en un ensemble de problèmes si compliqué que les comptes avec le passé ne peuvent être centrés que sur des processus et des phénomènes et non sur les comportements des individus : cette approche est parfaitement contradictoire. D'un côté, elle construit le stalinisme comme une époque particulièrement complexe et toujours « chaude » ; de l'autre, en s'opposant aux comptes moraux avec les individus, elle la banalise. En appliquant l'approche typique de l'historien - c'est-à-dire le refus du jugement moral sur les hommes engagés dans leur temps -, elle traite le stalinisme comme toutes les autres périodes historiques aussi complexes et difficiles à juger. Notons encore un problème : cette idéologie, comme les autres, rend compte des rapports crispés entre la « normalité » du stalinisme et sa « particularité ». Ces deux notions complémentaires ne constituent pas un récit historique cohérent mais en s'excluant et en s'appropriant, chacune, des fonctions délégitimantes, elles décomposent l'histoire. Pour finir ce chapitre, je me permets de faire une remarque personnelle : si je dois me caractériser comme participant aux débats sur le stalinisme et donc situer l'objet de mon propre texte par rapport aux idéologies présentées, la plus proche de mes positions est celle que je viens de décrire.

Pour résumer le sujet, il faut constater qu'aucune des idéologies signalées ne nie les crimes staliniens. La majorité d'entre elles admet la nécessité de régler les comptes avec le passé quoique leur objet soit différemment désigné dans chaque cas. Il y a un autre trait commun : la plupart de ces passés « imaginaires » « extrait » le stalinisme de l'histoire et le transforme en élément fondateur de différents mythes généalogiques : ceux de la modernisation, de la nation vertueuse, des élites contemporaines. Ce sont des généalogies de légitimité ou d'illégitimité fixes. Elles présentent toutes le stalinisme comme un phénomène important par rapport aux autres intérêts actuels : les comportements sociaux, les disputes sur les « droits d'auteurs » de la modernisation, les attitudes des partis au pouvoir à l'égard de l'opposition, les relations entre l'État et les pratiques politiques etc. Toutes ces idéologies absolutisent un trait du stalinisme historique pour en faire le point central du stalinisme « imaginaire ». Ainsi, les comptes avec le passé deviennent en pratique sélectifs, conformément aux buts inscrits dans les idéologies. En plus, les stalinismes « imaginaires » qui véhiculent les constructions sociogénétiques portant sur l'actualité ne trouvent pas de concurrence dans les autres visions du passé. Ce rôle n'est exercé ni par l'idéologie de l'oubli ni par l'approche anti-idéologiste qui, même dans sa version moderne, n'élabore pas une idée claire des comptes avec l'histoire. C'est pourquoi le stalinisme apparaît dans les débats publics comme un grand réservoir de légitimités et d'illégimités.

Ce n'est que le début du problème. Imaginons-nous la situation psychologique d'une victime de la terreur stalinienne. D'ailleurs, nous disposons de suffisamment de témoignages pour pouvoir reconstruire cet aspect de la réalité. La victime emprisonnée est brutalement interrogée, souvent torturée. Elle est seule ; ses souffrances sont à elle, non à la nation ou à une autre collectivité. La mémoire modèle de la victime est la mémoire de l'expérience individuelle, irréductible à la mémoire collective de l'oppression. Évidemment, cette mémoire modèle n'existe pas ; l'individuel s'enracine dans le temps et s'accompagne des identités collectives « ajoutées ». Elles sont un produit contemporain et font partie des différentes biographies sociales et culturelles. Or, en Pologne, les identités « ajoutées » qui bâtissent une

passerelle entre la mémoire individuelle de victime et l'univers social, sont les produits des stalinismes « imaginaires » qui véhiculent des gestions de légitimités.

Dans ces idéologies les victimes perdent leur « moi ». On n'y aperçoit pas les individus mais les représentations de la nation, de la tradition héroïque, de la démocratie etc. Le même mécanisme concerne les bourreaux ; eux non plus n'apparaissent pas en tant qu'individus mais représentent Moscou, les élites traîtres ou les maux du système. On peut ajouter que, dans les constructions du stalinisme actuellement dominantes, les victimes et les bourreaux ont perdu leurs individualités au profit d'incarnations sociales. En ce sens, leur histoire identitaire est commune : la désindividualisation des uns résulte du même effet pour les autres. C'est pourquoi le cas de ce procureur accusé des crimes staliniens, que j'évoquais, ne se réduit pas au problème du responsable mais concerne aussi la questions des rapports entre les victimes et les expressions des mémoires collectives. Pendant que se déroulait le débat sur la mort du général Fieldorf, une membre de sa famille a demandé aux institutions officielles de l'aider dans la recherche du lieu de sépulture d'un membre de sa famille. D'après ses propos, il adressait cette demande depuis longtemps mais aucune réponse ne lui avait jamais été faite. C'est un exemple du mécanisme dont je voulais rendre compte.

Comment donc traiter le passé stalinien ? Je pense qu'il faut mener parallèlement deux sortes de comptes. Premièrement avec le stalinisme - pour connaître la vérité et pour reconstruire les identités individuelles des acteurs du système, des victimes comme des bourreaux. Mais rendre leurs identités opérationnelles et « légitimes » fait partie d'un approche critique à l'égard des constructions centrales de la mémoire collective. Ce qui dans notre cas suppose des comptes avec les stalinismes « imaginaires ». Produits des dynamiques contemporaines de légitimation et de délégitimation, ils ont raison des comptes avec les stalinismes « historiques ». Ainsi la mémoire collective s'oppose-t-elle à l'histoire et superpose-t-elle des normes et des pratiques sociales difficilement gérables dans une société pluraliste.